



## ASIA FOCUS

# GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE

**Victor de Castro** / Docteur en médecine

**Cynthia Picart** / Avocate au Barreau de Paris

**Philipp Siegert** / Docteur en histoire des universités  
Goethe et Paris Sciences-Lettres

**Jérôme Vellayoudom** / Doctorant à l'IAE de Poitiers

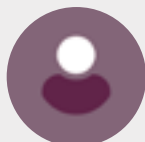
Juillet 2022



## PRÉSENTATION DES AUTEURS



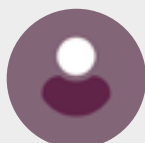
**Victor de Castro** / Docteur en médecine, a exercé dans le secteur public et privé du soin, ainsi que dans l'industrie. Il est diplômé de l'Ecole Polytechnique, de Science Po, ainsi que de l'EGE.



**Cynthia Picart** / Avocate au Barreau de Paris, spécialiste de droit économique, fondatrice du cabinet d'avocats PICART, membre de l'AFEC, l'APDC et l'UIA. Elle est également experte en intelligence économique.



**Philipp Siebert** / Diplômé de l'EGE, diplômé en histoire européenne et relations internationales de l'Université Andrassy de Budapest. Docteur en histoire des universités Goethe et Paris Sciences-Lettres.



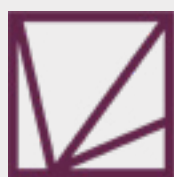
**Jérôme Vellayoudom** / Doctorant à l'IAE de Poitiers, sa thèse porte sur la contribution de l'intelligence territoriale au processus d'intégration régionale de La Réunion dans l'océan Indien.

---

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION « ASIA FOCUS »

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

*Le propos de cette note est de traiter des guerres de l'information par le contenu contre la Chine. Elle est une synthèse d'une étude conduite par les auteurs, auditeurs de l'École de guerre économique.*

La montée en puissance de l'Empire du milieu dans la sphère économique mondiale depuis Deng Xiaoping le place aujourd'hui au deuxième rang des économies mondiales, après les États-Unis. Nous nous inscrivons dans l'observation des rapports de force et de rivalités par l'usage de l'information ou de la connaissance afin d'influencer diverses catégories d'acteurs à agir défavorablement aux intérêts chinois.

La Chine a elle-même mené des offensives sur le terrain informationnel. Ces pratiques ont été largement traitées. La dernière étude en date sur les opérations d'influence de la Chine, l'une des plus fouillées sans doute à ce jour, a été réalisée par l'IRSEM et publiée en 2021<sup>1</sup>. Son écho traduit l'intérêt pour le sujet. Ce faisant, il interpelle aussi l'esprit curieux et critique sur le rapport de force que nouent ces opérations chinoises. Quelles sont les dispositions prises en réaction à ces offensives ? Quelles mesures contre-aléatoires ? Quelles dispositions de durcissement des capacités face à cela ? En fait, plus largement, puisque la Chine mène une guerre de l'information contre les puissances occidentales, quelles sont les guerres de l'information conduites contre la Chine ?

Or, les études actuelles portent essentiellement sur les offensives informationnelles de la Chine contre d'autres puissances. À l'inverse, le regard que nous proposons à travers ce document tente d'éclairer sur les offensives informationnelles contre la République populaire de Chine (RPC) par ses rivaux et, ainsi, de servir la réflexion sur les facteurs de conceptions et de contingences des stratégies mises en œuvre.

L'enjeu est une meilleure compréhension des dynamiques d'affrontements informationnels dans les rapports de force et de rivalité entre puissances. Nous pensons aussi que ce travail participe en creux à la discussion sur les enjeux de construction de connaissance dans l'espace académique, en plaidant, par le choix d'un éclairage inversé, pour une nécessaire diversité des approches.

Cette note aborde successivement différentes formes d'offensives informationnelles contre la Chine en s'articulant sur les concepts de : (i) *hard power*, pour observer des exemples d'offensives informationnelles adossées à des moyens de *hard power* ou contre le *hard power*

---

<sup>1</sup> Paul Charon et Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Paris, IRSEM, 2021.

chinois ; (ii) *soft power*, pour une observation de cas d'offensives en faveur de la domination de *soft power* occidentaux, en l'occurrence américain, ainsi que des opérations offensives par l'usage de catégories relevant du *soft power* et enfin l'observation d'offensives contre le *soft power* chinois ; de (iii) *sharp power* à travers des opérations mêlant *misinformation*, *disinformation* et *mal-information*<sup>2</sup>. Pour chacun, un bref rappel des concepts introduit un choix de cas extraits et résumés de notre étude afin de tenter de montrer les processus à l'œuvre.

L'émergence d'un *smart power* chinois est déterminant de la motivation de ces guerres de l'information. Les dynamiques profondes qui l'animent sont à la fois cibles et points d'ancrage des offensives informationnelles. Le *smart power* chinois est ainsi un contexte qu'il est nécessaire de préciser pour mieux saisir les processus exposés par la suite.

## LE CHANGEMENT DE NATURE DU *SMART POWER* CHINOIS : UN CONTEXTE DÉTERMINANT

Explicitement défini en 2004 par l'ancienne diplomate Suzanne Nossel<sup>3</sup>, et largement déployé depuis la présidence de Barack Obama<sup>4</sup> (hors présidence Trump), le *smart power* est une stratégie de puissance<sup>5</sup> dont les premières briques sont posées dès 1947 dans l'article intitulé « The sources of Soviet conduct », rédigé sous X par George Kennan, chargé de mission puis ambassadeur des États-Unis à Moscou<sup>6</sup>. Le *smart power*, tel qu'originellement défini par les Américains, est un outil de politique étrangère issu de la synergie d'éléments de *hard power* et de *soft power*. Il vise l'affaiblissement de toute forme de résistance idéologique à la diffusion de la doctrine libérale et des valeurs américaines, dans un monde devenu progressivement multipolaire après la chute de l'Union soviétique.

À l'instar de l'appropriation par la Chine du concept américain de *soft power*<sup>7</sup>, Pékin a également su réadapter le concept de *smart power* aux valeurs confucéennes et aux narratifs chinois pour le mettre au service de sa politique étrangère d'influence chinoise et de contrer l'influence américaine<sup>8</sup>. Ces dynamiques sont particulièrement visibles depuis l'arrivée en

<sup>2</sup> Journalism, Fake News & Disinformation, UNESCO, 2018

<sup>3</sup> Suzanne Nossel, « Smart power », *Foreign Affairs*, 83(2)/2004, p. 131-142.

<sup>4</sup> Transcript of Clinton's confirmation hearing, *National Public Radio*, 13 janvier 2009.

<sup>5</sup> <https://www.csis.org/>

<sup>6</sup> X, « The Sources of Soviet Conduct », art. cit.

<sup>7</sup> Muhammad N. Mirza, Hussain Abbas, Muhammad Q. Nizamani, « Evaluating China's soft power discourse: assumptions, strategies, and objectives », *Global Strategic & Security Studies Review*, 5(4)/2020, p. 40-50.

<sup>8</sup> Full text of Hu Jintao's report at 17th Party Congress. Accès via *Wayback Machine*, archive du 11 février 2021.

2012 de Xi Jinping à la tête d'une Chine dont les *hard power* démographique, militaire<sup>9</sup>, économique<sup>10</sup> et financier<sup>11</sup> ont pris une telle envergure qu'ils permettent aujourd'hui à ce pays de présenter son modèle comme une alternative crédible au modèle hégémonique proposé par les États-Unis et le camp occidental. De surcroît, ce modèle serait également robuste (capacité à dépasser des crises de toute nature ou dimension, à l'image de la crise financière de 2008 ou la pandémie de 2020)<sup>12</sup>.

Traditionnellement dédiée aux relations internationales, l'application du *smart power* chinois aux questions de politique intérieure est une singularité poursuivant plusieurs objectifs. Le principal objectif est celui de la légitimité et de la pérennité de l'action du PCC présentée comme garante du maintien de la stabilité et de la cohésion de la société chinoise. Il permet d'assurer l'emprise de l'appareil politique sur sa population, et le maintien d'une structuration asymétrique de la société chinoise héritée de la révolution communiste de 1949 (95 millions d'individus du PCC protégés par l'Armée populaire de libération faisant face à une population civile d'environ 1.4 milliards d'individus). Le *soft power* devient ainsi un outil de justification de l'usage du *hard power* à l'endroit de sa population. Le narratif révisionniste et nationaliste entremêlant la notion de *Tianxia* (« tout sous un même ciel »)<sup>13</sup> et les valeurs confucéennes (priorité à l'intérêt collectif aux dépens des libertés individuelles et droits humains) cautionne différentes formes d'utilisation du *hard power* tels que des actions de surveillance, la mise en place d'un système de crédit social ou l'accentuation du contrôle répressif du PCC envers sa population.

Aux plans régional et international, l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping s'est accompagnée d'un changement de posture de Pékin dans les relations internationales. Ainsi, la politique du « profil bas » instaurée par Deng Xiaoping au début des années 1980 cède sa place à une stratégie basée sur l'usage d'un *smart power* aux caractéristiques chinoises pour faire valoir la place de la Chine dans la gestion des affaires du monde<sup>14</sup>. Une Chine aujourd'hui en capacité « d'acheter le monde »<sup>15</sup> et de défendre militairement ses intérêts ne serait-elle pas

<sup>9</sup> Diego Lopes da Silva, Nan Tian, Alexandra Marksteiner, « Trends in world military expenditure, 2020 », *SIPRI Fact sheet*, April 2021.

<sup>10</sup> Janet Henry, James Pomeroy, « The world in 2030: our long-term projections for 75 countries », *HSBC Economics Global*, septembre 2018.

<sup>11</sup> Ammar A. Malik *et al.*, *Banking on the Belt and Road : Insights from a new global dataset of 13,427 Chinese development projects*, 2021.

<sup>12</sup> Alexander L. Vuving, « How soft power works. Paper presented at the panel "Soft Power and Smart Power" », [American Political Science Association annual meeting], Toronto, 3 septembre 2009.

<sup>13</sup> Notion polysémique signifiant littéralement « sous le ciel » et faisant appel à la notion « d'empire céleste chinois », de « Chine-monde ». Cette notion est intéressante car elle rappelle que le système considéré par le souverain est celui du monde entier, « tout ce qu'il y a sous le ciel », et pas seulement une nation ou un pays.

<sup>14</sup> Anne Cheng (dir.), *Penser en Chine*, 2021.

<sup>15</sup> Pierre-Antoine Donnet, *Quand la Chine achète le monde*, 2019.

également devenue une alternative crédible pour l'ensemble des pays dominés par un modèle occidental impérialiste ? La sagesse confucéenne plurimillénaire à laquelle la Chine se réfère, mettant en avant son antériorité à la pensée occidentale comme facteur d'émancipation, ne serait-elle pas devenue la seule à œuvrer pour le bien commun, posture opposée à celle prônée par la civilisation occidentale ? C'est en proposant un tel contexte de réflexion et d'échange éloignés du cadre occidental classique que la Chine participe au façonnage de la pensée et à l'encerclement cognitif de ses interlocuteurs régionaux et internationaux, et qu'elle tente également de s'imposer sur des questions aussi distinctes que celles de la notion des droits de l'Homme<sup>16</sup>, de l'unicité de son territoire insulaire et maritime, ou de la question sécuritaire en Asie<sup>17</sup>.

C'est précisément contre ce *smart power* opérationnel aux « caractéristiques chinoises »<sup>18</sup> qu'est menée la guerre informationnelle contre la Chine. Cette guerre informationnelle n'épargne aucune composante du *smart power* chinois, ni aucun périmètre géographique de son action (national, régional ou international)<sup>19</sup>.

## LE HARD POWER DANS LES GUERRES DE L'INFORMATION CONTRE LA CHINE

Selon la définition de Guy-Philippe Golstein<sup>20</sup>, « une action allant à l'encontre de la volonté d'un des acteurs, dans le cadre de l'établissement de la base économique et industrielle permettant la puissance » constitue l'expression d'un *hard power*. Les cas d'une part de Huawei et d'autre part de la théorisation américaine de l'Indo-Pacifique offrent des illustrations sur des plans scalaires différents d'offensives informationnelles par le *hard power*.

<sup>16</sup> « Diplomatie des "loups guerriers" : quand la Chine veut redéfinir les droits de l'homme à l'ONU », *France Info*, 25/02/2021. Article reprenant un extrait vidéo du documentaire "Complément d'information" intitulé "Chine, la grande offensive" diffusé 25/02/2021 sur France 2.

<sup>17</sup> « New Asian security concept for new progress in security cooperation. Remarks at the Fourth Summit of the Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia by H.E. Xi Jinping, President of the People's Republic of China », Shanghai Expo Center, 21 mai 2014.

<sup>18</sup> Barthélémy Courmont, « Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance », *Revue d'études comparatives est/ouest*, 43(1-2)/2012, p. 287-309.

<sup>19</sup> Charon, Jeangène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises*, op. cit. ; « 40 cartes pour comprendre la Chine », *Le Monde (hors-série)*, mars-mai 2021 ; Jean-Yves Bouffet, « Mer de Chine, Taiwan prochaine prise ? », *Revue Conflits*, 36/2021 ; « Chine et puissance », *Revue Carto*, 68/2021 ; Cheng (dir.), *Penser la Chine*, op. cit. ; Niquet, *La Chine en 100 questions*, op. cit.

<sup>20</sup> Guy-Philippe Goldstein, « Les stratégies d'attaque, en vue d'une domination informelle », *Manuel d'intelligence économique*, 3<sup>e</sup> éd., 2019, p. 227-228.

Huawei est une entreprise chinoise fondée en 1987 dont le siège social se trouve à Shenzhen. Elle fournit des solutions dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). En élargissant son marché, Huawei est devenu un fournisseur de solutions numériques en terminaux, réseaux et cloud, pour les opérateurs, entreprises et consommateurs. Ses produits et solutions sont déployés dans plus de 170 pays et il est le plus grand fabricant de matériel de télécommunication au monde. Le leadership de l'entreprise chinoise, son intensité capitaliste, la puissance de son écosystème de R&D, la fondent comme l'unique rivale des entreprises américaines de la tech dans le leadership mondial dans le champ nodal stratégique des technologies de l'information et de la communication dont la technologie 5G est la pierre angulaire. L'enjeu supérieur de cette lutte pour la domination du marché n'est rien de moins que la remise en question de la suprématie américaine dans l'ordre mondial par l'émergence de la Chine, dont le signal de la dynamique a été émis par le lancement du projet des Nouvelles routes de la soie en 2013 <sup>21</sup>.

Les administrations Obama contre ZTE, puis Trump contre Huawei, dans des styles différents, n'auront alors de cesse de tenter de réduire la capacité chinoise en usant du poids économique, politique et stratégique des États-Unis pour embarquer « un front occidental anti-chinois en exerçant une pression assez forte sur ses partenaires qui soient européens, sud-américains, avec des degrés d'ailleurs de succès plus ou moins élevés », comme le rappelle le politiste et chercheur Benjamin Pajot <sup>22</sup>. Les moyens utilisés par les Américains confondent les armes juridiques ou réglementaires (extraterritorialité du droit ou mesures de cybersécurité) avec des attaques informationnelles dont les narratifs contre Huawei sont les suivants : l'espionnage de masse et l'argument sécuritaire, l'hégémonie du Parti communiste chinois, le mensonge, les complots et le vol de propriété intellectuelle ou encore l'atteinte aux droits de l'Homme et aux valeurs occidentales.

Sur cette base, l'administration Trump a engagé contre Huawei une offensive informationnelle fondée sur le narratif d'une technologie chinoise intégrant des éléments permettant le cyberespionnage et constituant « une menace d'attaques contre nos cœurs de systèmes militaires et infrastructurels » <sup>23</sup>. C'est la première phase de l'offensive. Elle permet de justifier l'engagement d'une dynamique de *hard power* par le cadre réglementaire et ainsi la mise en place d'un embargo anti-Huawei sur son territoire et invite plusieurs de ses alliés à en faire de

<sup>21</sup> Salamatian Kavé, « Trump contre Huawei, enjeux géopolitiques de la 5G », *Hérodote*, 177-178(2-3)/2020.

<sup>22</sup> Benjamin Pajot est politiste et chercheur spécialisé sur la géopolitique du numérique et des nouvelles technologies au centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Entretien le 25 octobre 2021.

<sup>23</sup> Director of National Intelligence, *Statement for the Record: Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community*, 2019, p. 5.

même<sup>24</sup>. Un second temps de cette phase réglementaire est le placement de cette entreprise et d'autres de la tech chinoise sur la liste noire du commerce américain<sup>25</sup>, notamment à travers les obstacles à l'acquisition de semi-conducteurs<sup>26</sup>. L'Europe est restée plus modérée dans l'adhésion à la dynamique étatsunienne à travers la « Boîte à outils 5G »<sup>27</sup>.

Le conseil constitutionnel français<sup>28</sup> a validé la loi dite « anti-Huawei »<sup>29</sup> visant à « préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles » et imposant de fortes restrictions : les opérateurs devront demander des autorisations préalables au gouvernement pour installer certains équipements matériels et logiciels.

Enfin, l'opération la plus spectaculaire de l'offensive américaine a été l'arrestation de Meng Wanzhou, fille du patron de Huawei en invocation de l'extraterritorialité du droit américain au motif d'obstruction à la justice, vol de secrets industriels et fraude financière. Les termes de l'accusation construisant un narratif offensif repris par les médias du monde entier et contribuant à affaiblir la perception des produits de la tech chinoise dans les opinions publiques occidentales. Le fait d'arrêter Meng Wanzhou revient à accréditer le récit de l'espionnage, puisqu'il y a un coupable. Sur le plan du récit, l'arrestation de la fille du patron de Huawei va créer l'effet de réel du récit<sup>30</sup>.

On peut ainsi envisager une catégorie une dynamique d'organisation offensive récursive à travers un mouvement d'offensives réputationnelles qui permettent de produire du *hard power* par une coercition normative lesquelles permettent la construction et la diffusion de narratifs hostiles.

---

<sup>24</sup> Stephen P. Mulligan, Chris D. Linebaugh, « Huawei and U.S. Law » [Congressional Research Service], 23/02/2021. L'Australie, le Japon, la Corée du Sud, la Pologne adopteront cette position.

<sup>25</sup> [AFP], « États-Unis : Huawei de retour sur une liste noire », *Le Point*, 13 mars 2021.

<sup>26</sup> « US targets Huawei with tighter chip export rules », *BBC*, 15 mai 2020.

<sup>27</sup> Afin d'éviter de se soustraire aux équipementiers tiers, l'Union européenne a émis une série de recommandations stratégiques grâce à la « Boîte à outils 5G » présentée le 29/01/2020. Malgré les risques en matière d'espionnage de la part de Huawei, l'Union européenne verra ses unités de production installées en partie par ce dernier. L'exécutif européen préconise donc « d'appliquer des restrictions pertinentes pour les fournisseurs considérés comme présentant un risque élevé ». « Sécurité du déploiement de la 5G dans l'UE – Mise en œuvre de la boîte à outils de l'UE » [Communication de la Commission de l'Union Européenne], 29 janvier 2020.

<sup>28</sup> [AFP], « 5G : le Conseil constitutionnel valide la loi "anti-Huawei" visant à préserver les intérêts de la sécurité nationale », *Le Monde*, 5 février 2021.

<sup>29</sup> *LOI no 2019-810 du 1er août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles.*

<sup>30</sup> Dominique Maingueneau, *Éléments de linguistique pour le texte littéraire*, 2020.



## L'INDO-PACIFIQUE, UN NARRATIF *HARD POWER* FAUTE DE MIEUX

La montée en puissance de la Chine sur le plan économique adossée notamment au développement des nouvelles routes de la soie, de l'explosion du volume des échanges maritimes entre la Chine et le reste du monde ont fixé, à travers le concept d'Indo-Pacifique, l'océan Indien, le Pacifique et la mer de Chine comme centre de gravité des nouveaux enjeux globaux. De fait, ce concept étatsunien traduit avant tout une représentation étatsunienne des rapports de forces et de rivalités tels que redéfinis depuis l'administration Obama. Son sens, son périmètre et sa finalité varient selon les parties prenantes qui l'utilisent (États-Unis, Europe, France), quand cela ne fait tout simplement pas sens pour d'autres.

La construction conceptuelle américaine de l'Indo-Pacifique s'impose et, avec elle, la représentation d'une Chine aux visées expansionnistes, que la stratégie en neuf traits de Pékin en mer de Chine et son occupation sur les Paracels et Spratleys contribuent à valider. À l'inverse, Kishore Mahbubani, universitaire et ancien diplomate singapourien qui présida le Conseil de sécurité des Nations Unies, y voit un discours construit par les services de renseignement occidentaux, en particulier étatsuniens avec dans leur sillage celui des *Five Eyes*<sup>31</sup>, la posture chinoise étant, selon lui, une stratégie de territorialisation et de sanctuarisation de son territoire national par sécurisation et interdiction.

Le fait est que les États-Unis ont jusqu'en 2013 déclassé cette partie du monde dans l'ordre de leur priorité dans le jeu global et semblent ne pas avoir vu venir la montée de la puissance économique chinoise jusqu'à devenir un rival capable de les supplanter. Depuis la chute du mur et l'effondrement de l'Empire soviétique, l'idée s'était installée à Washington d'une domination sans partage sur l'échiquier planétaire. Le statut de *World factory* dévolu à la Chine faisait d'elle l'exécutant du monde. Comment y voir l'enfance d'un leader global ? La suffisance aura fait écran à ce surgissement du réel pour un réveil des États-Unis sans un plan pour face. L'Indo-Pacifique fera l'affaire par un changement d'échiquier, au moins pour gagner du temps et ralentir autant que faire se peut la poussée chinoise.

Autrement dit, face à la performance chinoise produit d'une planification et d'une mise en œuvre méthodique, en l'absence d'une anticipation similaire, les États-Unis ne voient pas d'autres options que de déplacer le rapport de force de l'échiquier économique à celui militaire dont les paramètres leur semblent plus favorables<sup>32</sup>, d'autant que la Chine n'est pas à l'aise à la conduite d'opérations militaires hors de ses frontières<sup>33</sup>. Le discours est construit

<sup>31</sup> Kishore Mahbubani, op. cit., p. 97.

<sup>32</sup> Pierre-Antoine Donnet, Puissance militaire : entre la Chine et les États-Unis, qui a l'avantage ?, *Asialyst*, 20/07/2021.

<sup>33</sup> Valérie Niquet, *La Chine en 100 questions. La puissance et les failles*, 2021, p. 263.

de telle sorte à présenter la Chine comme étant à l'origine de cette montée en tension. Le but est de gagner du temps afin de reconsidérer une perspective de développement étatsunien et occidental qui s'émancipe du rythme que donne jusqu'à présent Pékin aux relations internationales et au développement économique global. L'enjeu est vital : la RCEP<sup>34</sup> créée à l'initiative de la Chine en 2020 représente 30% de la population mondiale, 31% du PIB mondial et 29% du commerce mondial.

S'engage alors une offensive dans une double articulation entre façonnage des environnements cognitifs et renforcement des partenariats, notamment sur le plan militaire. C'est ainsi la naissance du Quad, initiative de l'administration Obama et illustration de son « pivot asiatique », l'initiative de l'Accord de partenariat transpacifique en 2016 et AUKUS en 2021. La production des narratifs anti-chinois est avant tout le fait de l'expression des parties prenantes politiques américaines.

Ainsi, en octobre 2019, Mike Pence, vice-président américain, énonce une série de narratifs qualifiant la Chine<sup>35</sup>, tels que :

- provocatrice (contre le Japon) ;
- menaçante (ASEAN et mer de Chine méridionale) ;
- dissimulatrice (les routes de la soie ne sont pas à vocation commerciale mais militaire).

Le piège cognitif ouvert par les États-Unis à cette occasion intervient sur trois échiquiers :

- un échiquier de politique intérieure chinoise, en mettant une pression ciblée sur le dirigeant en place ;
- un échiquier de géopolitique, en mettant la Chine face à un risque vital pour sa pérennité ;
- un échiquier de relations internationales, en obligeant la Chine à réagir par un surinvestissement militaire construisant l'image d'un État belliciste et expansionniste.

---

<sup>34</sup> Le *Regional Comprehensive Economic Partnership*, créée en 2020 regroupe les dix pays de l'ASEAN et cinq autres (dont l'Australie) qui ont déjà des accords noués avec l'ASEAN. Il s'agit de la plus grande zone de libre-échange au monde.

<sup>35</sup> Kishore Mahbubani, op. cit., p. 107.

## LES GUERRES DE L'INFORMATION POUR, PAR, CONTRE LE *SOFT POWER*

Le *soft power* est « la capacité d'influencer les autres et d'obtenir les résultats attendus par l'attraction et la persuasion, plutôt que par la contrainte ou le paiement <sup>36</sup>. » Cette définition est pour Joseph Nye une constante <sup>37</sup>, indépendamment des évolutions apportées par les pratiques politiques au concept qu'il énonçait pour la première fois en 1990 dans *Bound to lead*. Aux trois sources fondamentales du *soft power* énoncées par Nye initialement – culture, valeurs politiques et politique étrangère <sup>38</sup> – s'ajoutent l'attractivité économique et la technologie <sup>39</sup>. De plus, le *soft power* n'est pas mis en œuvre à des seules fins d'attractivité. Comme le fait remarquer Mattern <sup>40</sup>, le *soft power* a été « armé ». C'est ainsi que le *soft power* peut être négatif à des fins d'affaiblir la capacité de *soft power* d'une autre partie prenante <sup>41</sup>. Dès lors la séparation conceptuelle entre *soft power* et les *hard, sharp* et *smart power* s'estompera sur le plan opérationnel, Mattern considérant même que le *soft power* « ne doit pas être entendu en juxtaposition avec le hard power mais comme sa continuation par d'autres moyens <sup>42</sup>. » Toutes approches qui déterminent l'étendue des enjeux de la bataille pour, par et contre le *soft power*.

La Chine s'acculture à la notion de *soft power* telle que définie par Nye en 1992, dans le prolongement des événements de 1989, place Tiananmen. En 1993 un article de Wan Huning pose la question d'un *soft power* chinois : « Si un pays a une culture et une idéologie admirables, les autres pays auront tendance à le suivre. [...] Il n'a pas besoin d'un hard power coûteux et moins efficace. <sup>43</sup> ». L'idée trouvera son aboutissement lors du 17ème Congrès du Parti communiste chinois le 15 octobre 2007, au cours duquel Hu Jintao introduira officiellement le *soft power* comme principe politique <sup>44</sup>. Ce *soft power* chinois, ou *ruan shili*, diffère toutefois de Nye par son sens d'harmonie, associé à la paix et à la coordination <sup>45</sup>. Cette

<sup>36</sup> Joseph S. Nye, *Soft power. The means to success in worlds politics*, 2004.

<sup>37</sup> Joseph S. Nye, « Soft power: the evolution of a concept », *Journal of political power*, 2021, p.10.

<sup>38</sup> Joseph S. Nye, *Soft power. The means to success in worlds politics*, 2004, p.11.

<sup>39</sup> Nicolas Moinet, « Le soft-power clef de voûte de la guerre économique systémique », *Cahiers de la guerre économique*, 2020, p. 23-25

<sup>40</sup> Janice B Mattern, « Why soft-power isn't so soft: representational force and sociolinguistic construction of attraction in world politics », *Millenium journal of international studies*, 33/2005, p. 583-612.

<sup>41</sup> Nicolas Moinet, *op. cit.*, p. 33.

<sup>42</sup> Jannice B. Mattern, *op. cit.*, p. 583.

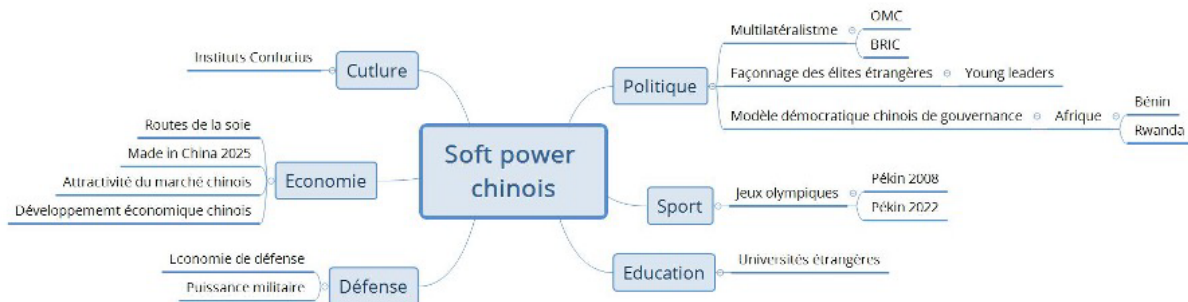
<sup>43</sup> Barthélémy Courmont, Frédéric Lasserre, Éric Mottet, « Les *soft powers* asiatiques », *Diplomatie*, 111/2021, p. 72-76, ici p. 73.

<sup>44</sup> Nashidil Rouiai, « Le *Ruan Shili* socle philosophique et politique des instituts Confucius et du *soft power* chinois », *Encyclopédie numérique d'histoire de l'Europe*, Sorbonne Université.

<sup>45</sup> Jean Pierre Cabestan, « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemi n'est pas forcément une Chine rassurante », *Hérodote*, 125(2)/2007, p. 16.

extension des domaines du *soft power* sur le plan théorique va induire une application à des domaines encore peu investis sur ce plan tels que l'illustre, pour partie, le schéma suivant.

*Illustration de quelques grandes dynamiques du soft power chinois (2004-2021)*



Elle marque aussi le potentiel opérationnel du *soft power* chinois qui devient dès lors un enjeu stratégique. Les guerres de l'information contre la Chine se déclinent alors pour (i), par (ii) et contre (iii) le *soft power*. Une illustration originale de la lutte pour le *soft power* dans les opinions publiques des pays d'Asie du Sud-Est dans un rapport de force et de rivalité avec la Chine dans sa zone d'influence envoie le porte-avion Nimitz et son groupe de combat dans le détroit de Taïwan en 1996 après que la Chine eut commencé des tests de missiles, dans le contexte de renouvellement électoral de l'île, à fins d'intimidation. Les tests cessèrent<sup>46</sup>. Cette opération conduite par l'usage de moyens de *hard power* marque une hybridation au-delà de la simple continuité énoncée par Mattern précédemment. De fait, les effets de *soft power* de cette opération auprès de la population de Taïwan ont été particulièrement positifs pour les États-Unis.

## INSTITUTS CONFUCIUS, *SPORT-POWER*, CINÉMA : DIVERSITÉS OFFENSIVES, DIVERSITÉS DE FORTUNE

Les Instituts Confucius sont sans doute les plus connus des instruments du *soft power* chinois. Ces instituts dont la vocation est de « promouvoir la langue et la culture chinoise, en associant partenaires chinois et partenaires locaux »<sup>47</sup> sont le cœur et la pointe de la diplomatie d'influence chinoise. La vélocité de propagation des Instituts et l'ampleur de leur audience les

<sup>46</sup> David Porch, « The Taiwan Strait Crisis of 1996: Strategic Implications for the United States Navy », *Naval War College Review*, 52(3)/1999, p. 15-48.

<sup>47</sup> <https://www.institutconfucius.fr/>

fondent en un réseau territorial diplomatique chinois qui ne dit pas son nom. À travers la culture et la langue, les instituts préparent le terrain à d'autres dynamiques, notamment d'échanges commerciaux et partenariats économiques, en créant un point de contact territorial, comme en conviennent en France certains élus locaux<sup>48</sup>.

Sur le plan de la méthode, l'affaiblissement du *soft power* produit à partir des Instituts Confucius n'est pas le produit d'une attaque directe sur le *soft power*, mais d'offensives obliques par l'affaiblissement des relais de diffusion que sont les instituts eux-mêmes en réduisant le nombre. Ainsi, l'offensive s'appuie sur la dénonciation de la volonté trop appuyée de la partie prenante chinoise à intervenir dans les affaires internes des universités partenaires des instituts, au-delà du seul périmètre d'intervention des centres Confucius, notamment en tentant d'imposer ses vues sur le contenu de certains programmes traitant de la politique intérieure chinoise. Cette erreur d'appréciation par la partie chinoise des termes de la culture intellectuelle et institutionnelle universitaire en Europe et aux États-Unis a été saisie pour opérer un travail de discrédit et de dénonciation en usant des médias. Des actions au long cours ont aussi été engagées, comme c'est le cas du documentaire *In the name of Confucius*<sup>49</sup> et du dispositif sociotechnique qui l'accompagne dans une campagne anti-Instituts Confucius, dans un travail de terrain visant à multiplier des communautés actionnables dans une approche de *two step flow*<sup>50</sup>. *In fine*, il s'agit de discréditer le régime chinois à travers le cas des Instituts Confucius.

Les offensives contre le *soft power* chinois sont en revanche moins efficaces, comme l'a montré le faible impact de l'appel du président des États-Unis, Joe Biden, à contrecarrer la tentative de Pékin de se refaire une santé dans les opinions publiques mondiales avec les Jeux olympiques d'hiver 2022 après la crise du Covid. Le poids des retombées économiques des Jeux olympiques dans l'industrie américaine du sport a été rappelé au président des États-Unis. Autrement dit, la partie qui devait se jouer sur l'échiquier sociétal, s'est nouée en réalité sur l'échiquier économique, ce qui a entraîné un repositionnement sur l'échiquier politique à travers le boycott diplomatique. Le résultat est un impact nul sur le *soft power* chinois, annihilant toutes perspectives par rapport à l'effet final recherché initial.

L'économie est ici une des limites des offensives *contre le soft power*, autant qu'elle l'est des offensives *par le soft power*. Ainsi en est-il de la puissante industrie américaine du cinéma qui ajuste ses produits de telles sorte à ne pas froisser l'autorité chinoise de diffusion des films et conserver un accès à un marché qui, bien qu'elle n'y soit pas leader, reste un espace d'ores et

<sup>48</sup> Nathalie Guibert, « Les Instituts Confucius en France, de si discrets relais chinois », *Le Monde*, 8 juillet 2021.

<sup>49</sup> <https://inthenameofconfuciusmovie.com/fr/>

<sup>50</sup> Elihu Katz, Paul F. Lazarsfeld, *Personal influence. The part played by people in flow of mass communications*, 2017.

déjà très lucratif et à fort potentiel de croissance. Ainsi aussi des GAFAM qui n'ont eu d'autres choix que de s'aligner sur les contraintes réglementaires, notamment de censure, imposées par les autorités chinoises pour pouvoir passer la grande muraille numérique cloisonnant l'internet chinois<sup>51</sup>.

## LA PANDÉMIE DE COVID ET LE VIRUS DU DOUTE

La crise du Covid va ouvrir une fenêtre d'opportunité pour une offensive informationnelle contre le régime chinois d'une nature singulière et autrement plus impactante que ne l'ont été d'autres opérations d'affaiblissement de l'image de la Chine dans les opinions publiques.

Le territoire d'origine de la pandémie a rapidement été identifié, puis se sont développées des hypothèses qui attribuent une responsabilité à Pékin par la fuite du virus d'un laboratoire d'État. Dans ce contexte, Pékin a mobilisé son appareil industriel, allant jusqu'à faire procéder à l'adaptation de certaines chaînes de production dans le but de produire des masques. L'État-parti a fait dès lors du masque un instrument de sa diplomatie d'influence et de son *soft power* en communiquant sur la fourniture de protections aux pays ayant le plus de difficultés à en acheter, particulièrement sur le continent africain.

Mais au-delà du régime lui-même, ce sont les entreprises les plus influentes de l'économie chinoise et de l'économie globale qui sont intervenues en faveur des populations, comme ce fut le cas d'Alibaba. Le Amazon chinois s'est ainsi engagé dans la fourniture de masques au continent africain en déployant une chaîne logistique à Addis Abeba (siège de l'OUA) pour une ventilation de ses dons par le vecteur d'Ethiopian Airlines. Le capitalisme chinois se faisait ainsi l'expression de la solidarité entre les peuples, là où la solidarité des États occidentaux faisait défaut. Notons d'ailleurs que la Chine a aussi fourni nombre de pays européens, dont la France, par des dons de masques. Une solidarité réitérée quand il s'est agi des vaccins, à travers Sinovax, lorsque les pays de l'Europe, en proie à leurs propres difficultés, ont fait le choix stratégique de garantir les doses de vaccins difficilement obtenues pour leurs populations respectives. Cette stratégie a fortement contribué à apaiser l'image de la Chine dans le tableau chaotique de la pandémie vu des pays africains.

C'est Donald Trump qui est monté personnellement au créneau dans l'offensive contre le *soft power* chinois en qualifiant très rapidement le Covid de « virus chinois » ou de « péril jaune ». L'impact de ses déclarations fut tel qu'il provoqua en premier lieu le trouble aux États-Unis

---

<sup>51</sup> « Google Dragonfly », *The Intercept*. <https://theintercept.com/collections/google-dragonfly-china/>

même, stigmatisant la population d'origine asiatique, sans distinction d'origine. Ce qui cyniquement marque toutefois un bilan opérationnel positif de cette opération dans l'opinion publique américaine pour Donald Trump qui renforçait ainsi la cristallisation du sentiment anti-chinois. En effet, pour Trump, la politique étrangère est un instrument dont les enjeux sont subsumés à ceux de la politique intérieure avec laquelle elle fait écran à son bilan économique et social.

L'idée de la responsabilité chinoise s'est finalement installée dans les opinions publiques au-delà des États-Unis et a réellement influencé les opinions comparativement à toutes les autres offensives informationnelles anti-chinoises conduites jusqu'alors qui ne retenaient que peu l'attention. La raison est que ce virus mortel concerne chacun sans distinction.

## LE SHARP POWER, À LA POINTE DES GUERRES DE L'INFORMATION

Le terme « *sharp power* » est un concept pouvant se traduire de différentes manières. En usage depuis les années 2000, il a été actualisé en novembre 2017 par deux chercheurs du *National Endowment for Democracy* (NED)<sup>52</sup>, Christopher Walker et Jessica Ludwig pour définir un type d'influence « pointue, piquante, tranchante » leur permettant de décrire et qualifier les stratégies d'influence de puissances autoritaires (Chine et Russie) sur les démocraties. Ainsi, ils le définissent comme « un pouvoir qui perce, pénètre et perfore l'environnement politique et informationnel des pays cibles », ceux-ci sont victimes d'une propagande qualifiée à la fois « de subversive et de corrosive ».

La pandémie de la Covid-19<sup>53</sup> figure au rang des événements marquants que furent la crise financière de 2008, les attentats du 11 septembre 2001 ou encore, le choc pétrolier de 1973. Cette crise sanitaire a été le catalyseur d'une guerre de l'information massive et protéiforme (presse, documentaire, radio, réseaux sociaux, discours politiques, etc.) visant la Chine et la communauté chinoise jouant sur les ressorts du *China bashing* et du façonnage cognitif des Occidentaux pour prospérer. Cet épisode est un marqueur de l'exacerbation du sentiment anti-chinois et du ciblage de la Chine tant à travers des campagnes de désinformation massives qu'à travers ses chambres d'échos décuplées par les réseaux sociaux jouant sur les biais cognitifs des individus face à la peur de la mort.

<sup>52</sup> Christopher Walker, Jessica Ludwig, « The Meaning of Sharp Power – How Authoritarian States Project Influence », *ForeignAffairs.com*, 16 novembre 2017.

<sup>53</sup> Voir le récit sur France Info ainsi que la chronique de Guillaume Meurice sur *France Inter* du 10 février 2020.

Parmi les opérations de guerres de l'information relevées sur ce sujet, le cas de la mise en ligne le 7 avril 2020, d'un documentaire intitulé *Tracking down the origin of the Wuhan coronavirus*, sur deux chaînes YouTube associées au quotidien *The Epoch Times* est une illustration intéressante. Ce film à vocation documentaire, vu des millions de fois, développe une thèse largement évoquée par d'autres vecteurs selon laquelle le SRAS-CoV-2 « est sorti » des installations hautement sécurisées du laboratoire de virologie de Wuhan. Par accident ou de façon délibérée, des scientifiques chinois auraient ainsi laissé s'échapper le virus.

Le fond du propos contribue à installer un doute d'intention de la partie chinoise, lequel constitue un point d'ancrage des stratégies discursives complotistes. Ces stratégies discursives impactent leurs cibles par la reconstruction du réel à travers la captation d'agrégat d'informations convergentes provenant de différents supports. Les supports relais appartiennent souvent à une même atmosphère cognitive numérique. L'illusion du recoupement forge alors une vérité alternative. C'est le principe du processus d'intoxication. Dans le cas de ce documentaire, outre le fond et les dynamiques structurantes du processus dans un effet final recherché d'influence, il faut se pencher sur le diffuseur de ce documentaire : *The Epoch Time*.

Fondé en 2000 par des Américains d'origine chinoise, ce quotidien multilingue est distribué dans une trentaine de pays et accessible via le Net. Depuis ses débuts, ce quotidien est associé au mouvement Falun Gong, un courant spirituel d'inspiration bouddhiste et proche de la pratique du Qi Gong, le Falun Gong est interdit en Chine depuis 1999. Il s'agit d'un mouvement de dissidents internes du Parti communiste chinois (PCC) (c'est-à-dire à l'intérieur des frontières de la Chine) mais également externe, à travers la diaspora chinoise notamment.

Une enquête approfondie de la chaîne américaine *NBC News* dévoilait à l'été 2019 les dessous du virage pro-Trump de ce quotidien qui, jusqu'en 2016, se tenait plutôt loin de la politique intérieure américaine. Selon cette enquête, durant les six premiers mois de 2019, *The Epoch Times* aurait déboursé 1,5 million de dollars américains pour la publication sur Facebook de quelque 11 000 publicités en faveur du président américain Trump<sup>54</sup>. Cette somme excède ce qui a été dépensé pour la campagne de réélection de Donald Trump sur Facebook au cours de la même période. Selon *NBC News*, « les théories non fondées alimentées par les écrits d'*Epoch Times* sont souvent apparentées au mouvement conspirationniste pro-Trump QAnon »<sup>55</sup>.

<sup>54</sup> <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1695832/covid-19-attention-inexactitudes-documentaire-epoch-times>

<sup>55</sup> Brandy Zadrony, Ben Collins, « Trump, Qanon, and an impending judgment behind Facebook-fueled rise of The Epoch Times », *NBC News*, 20 août 2019.



*The Epoch Time* apparaît dans de nombreux autres cas observés dans le cadre de notre étude : les atteintes aux droits humains concernant les populations ouïghoures, l'occupation du Tibet ou les atteintes à la démocratie à Hong Kong. À travers le seul énoncé de ces cas, apparaît une méthodologie de conduite des offensives informationnelles par le traitement de sujets interpellant à raison les opinions publiques des pays cibles à travers les valeurs structurantes de leur pacte démocratique. L'effet final recherché est un affaiblissement du régime de Pékin, dont les bénéfiques sont aux profits de parties prenantes diverses pour des intérêts divers.

Ainsi, en relation avec *The Epoch Time*, apparaît le mouvement Tui Dang qui appelle à « éliminer la source du mal : le parti communiste chinois », comme libellé dans un tract qui nous a été remis à Paris au mois d'octobre 2021 en croisant une opération de caravane de rue alors que nous travaillions sur ce dossier. Le mouvement Tui Dang étant lié au Falun Gong par la personne de Li Hongzhi, son fondateur<sup>56</sup>. Après avoir gagné le public américain en soutenant Donald Trump, ces « médias » émanant du mouvement spirituel Falun Gong s'imposent désormais en France, en publiant des contenus destinés aux anti-vaccins, aux covidos-sceptiques et à l'extrême droite complotiste<sup>57</sup> et dont les relais français ont suscité l'intérêt de médias nationaux<sup>58</sup>.

## CONCLUSION

Les guerres de l'information contre la Chine connaissent plusieurs cibles. Parmi elles, les Instituts Confucius sont une cible privilégiée. Considérés comme un outil de transformation subversive des règles du jeu culturel du monde occidental, les IC sont dénoncés comme étant des véhicules de programmes malveillants visant les universités étrangères<sup>59</sup>, sont décrits comme des facteurs de diffusion d'une diplomatie culturelle infiltrant l'ensemble des vecteurs culturels occidentaux, et sont dénoncés comme étant des relais de manœuvres hostiles menées par le gouvernement chinois à l'étranger (manifestations, pressions politiques, lobbying, etc). Les Instituts Confucius participeraient au façonnage d'une pensée favorable au

<sup>56</sup> David Palmer, « La doctrine de Li Hongzhi [Le Falun Gong, entre sectarisme et salut universel] », *Perspectives Chinoises*, 64/2001, p. 14-24 ; Li Hongzhi, *Nine commentaries on the communist party* : <http://www.ninecommentaries.com>

<sup>57</sup> « Qu'est-ce que "The Epoch Times", ce "journal" distribué lors des manifestations anti-pass sanitaire ? », *Bien Public*, 15/08/2021 ; Pamela Rougerie, « Epoch Times, NTD... des sites complotistes pilotées par une "secte" chinoise ultraconservatrice », *Le Parisien*, 25 avril 2021.

<sup>58</sup> Asia Balluffier, « Shen Yun : pourquoi la Chine ne veut pas que vous alliez voir ce spectacle », *Le Monde*, 12 mai 2019.

<sup>59</sup> Marshall Sahlins, *Confucius Institutes: academic malware*, 2014; Cheng (dir.), *Penser en Chine*, op. cit., p. 281.

développement des intérêts chinois à l'endroit des populations résidentes dans les aires d'influence ciblées.

Mais l'action subversive du *smart power* chinois dépasse largement le cadre des Instituts Confucius. Il participerait à la subversion de l'outil cardinal du *soft power* américain que représente Hollywood (autocensure hollywoodienne quant aux « 3T » en référence à massacre de Tiananmen, au Tibet et à Taïwan sous peine de ne pas pouvoir vendre les films en Chine) ou de l'action de certains protagonistes de la Silicon Valley tels que les GAFAM<sup>60</sup>. De nombreux risques liés au déploiement du *smart power* chinois le long des nouvelles routes de la soie (NRS) sont également pointés : siphonnage des ressources naturelles (dont énergétiques<sup>61</sup>), piège de la dette (Sri Lanka, Pakistan, Djibouti, Monténégro)<sup>62</sup>, ou encore surveillance technologique de masse et espionnage<sup>63</sup> alors même que la Chine ne cesse d'adopter des dispositions réglementaires protectionnistes sur ces mêmes sujets (économies matérielles et immatérielles, investissements étrangers en Chine)<sup>64</sup>.

Les différentes facettes d'un *smart power* chinois offensif portant atteinte aux libertés et droits humains fondamentaux de la population chinoise (Xinjiang, Tibet ou Hong-Kong), participant au risque de basculement progressif d'un régime chinois autoritaire vers un régime totalitaire<sup>65</sup>, ou au service d'une conquête territoriale illégitime<sup>66</sup> sont également régulièrement pointés dans le cadre de cette guerre informationnelle menée contre la Chine.

La pandémie de Covid-19 liée au coronavirus SARS-CoV-2 s'est accompagnée d'une intensification de la guerre de l'information contre la Chine, pointant notamment sa responsabilité dans l'émergence du virus et son incapacité à contrôler les phénomènes épidémiques (trois crises sanitaires liées à l'émergence de virus depuis la Chine au cours de deux dernières décennies). Néanmoins, la Chine a su s'appuyer sur sa « diplomatie des masques » et sa « diplomatie des vaccins » pour rapidement atténuer cette dynamique, déconstruire certains narratifs portés par ses détracteurs, mettre en exergue la paralysie de leur système néolibéral individualiste dépassé face à l'ampleur de la crise, et souligner leur

---

<sup>60</sup> « Google Dragonfly », *The Intercept* (dossier).

<sup>61</sup> Emmanuel Véron, Emmanuel Lincot, « Chine-Kazakhstan : vers un glacis eurasiatique ? », *The Conversation*, 21 janvier 2021.

<sup>62</sup> 16 US senators express concerns over China's "debt trap" diplomacy with developing countries. Chuck Grassley, US Senator for Iowa, 3 août 2018 : <https://www.grassley.senate.gov/download/imf-china-belt-and-road-initiative-letter>

<sup>63</sup> Anna de Castro, « La guerre de l'information menée par Washington contre Huawei a affaibli durablement le géant chinois des télécommunications », EGE, 9 novembre 2021.

<sup>64</sup> Cybersecurity Law of the People's Republic of China. The Standing Committee of the People's Congress. Adopted Nov 6, 2016 and effective June 1, 2017.

<sup>65</sup> Benjamin Terrasson, « Chine : entrée en vigueur tonitruante de la loi de protection des données personnelles », *Siècle Digital*, 3 novembre 2021.

<sup>66</sup> Christophe Prazuck, « Mer de Chine et droit de la mer : le paradoxe chinois », *Lettre du Centre Asie*, 90/2021.

absence sur la question de la réponse sanitaire globale visant « l'intérêt commun »<sup>67</sup>. Pékin a ainsi su mettre à profit cette crise pour catalyser la projection de sa puissance vers de nombreux pays en voie de développement et s'offrir une contre-offensive informationnelle sur les sujets d'une « Chine prédatrice »<sup>68</sup> ou « conquérante »<sup>69</sup>.

Vingt ans après son entrée à l'OMC, la Chine est sur une trajectoire qui pourrait en faire la première puissance économique mondiale et le nouvel hégémon planétaire avant la fin de la décennie actuelle. En parallèle, la Chine a également su s'approprier le concept du *smart power* américain, l'adapter aux spécificités chinoises, le détourner pour l'utiliser à des fins de politiques nationales et en faire un puissant outil de politique étrangère. Néanmoins, au moins trois éléments pourraient contrarier cette dynamique.

En premier lieu, le vieillissement rapide de la population chinoise risque, à l'image du Japon et malgré le renouvellement récent de la politique familiale chinoise, de faire de la Chine « un pays peuplé de personnes âgées avant d'être un pays peuplé de personnes riches ». Ensuite, le développement de l'individualisme lié au retour de la propriété privée en Chine depuis Deng Xiaoping et au consumérisme à l'occidental des populations jeunes pourraient également remettre en cause la pérennité du système politique au pouvoir. Enfin, la volonté des États-Unis de ne pas céder sa place de première puissance mondiale et sa position hégémonique à la Chine n'exclut pas le scénario de dégénérescence d'une guerre de l'information vers un conflit armé.

---

<sup>67</sup> « La Chine va fournir au monde deux milliards de doses de vaccins contre la Covid-19 d'ici la fin de l'année », *ONU Info*, 21 septembre 2021.

<sup>68</sup> « Diplomatie vaccinale : la Chine promet à l'Afrique 1 milliard de doses et une annulation de dette », *La Tribune*, 30 novembre 2021.

<sup>69</sup> « Taiwan accuses China of "vaccine diplomacy" in Paraguay », *BBC*, 7 avril 2020.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.